

QUELLE STRUCTURATION POUR NOTRE PROCHAIN PARTI ?

Le débat est déjà lancé dans différents comités concernant notre futur structuration : intervention géographique ou intervention d'entreprise (du moins de secteur professionnel) ?

Ecartons d'entrée les mauvaises interprétations ou les caractérisations péremptoires : il ne s'agit pas de faire tout l'un ou tout l'autre, tout comme il ne s'agit pas d'imposer quoi que ce soit aux uns ou aux autres. Mais le débat de conviction, l'échange d'arguments, sont indispensables et nécessaires, surtout pour une nouvelle organisation avec une composition très hétérogène et des niveaux de politisation très différents.

Le but est de donner des grands axes, de définir quel profil général doit avoir le NPA, en résumé de cerner quel type de parti nous voulons construire.

Nous le disons tous « anticapitaliste ». Soit. Je pense que tout le monde comprend que ce mot « anticapitaliste » implique la notion de « rupture » avec le capitalisme. Et comme je doute fort que ce dernier rompe et disparaisse tout seul, il faudra bien que nous prenions notre part pour l'aider à disparaître afin de construire une autre société qui en finisse définitivement avec l'exploitation et toutes les oppressions.

Ce changement de société (cette « rupture » avec le capitalisme) sera-t-il le fait des mobilisations de masses ou des élections? J'ose espérer que nous avons tous la même réponse à cette question. Où se concentre de fait la contradiction entre le capital et le travail, où se situe le principal lieu d'exploitation capitaliste ? Quel est l'endroit stratégique pour mener les luttes ? Rebelote, je me permet d'espérer une nouvelle fois que nous donnons tous la même réponse...

Bien sûr qu'il y a des mobilisations importantes à mener et auxquelles nous devons prendre toute notre part qui sont extérieures, périphériques à l'entreprise et au milieu professionnel. Mais le point central et stratégique pour abattre le capitalisme, le lieu où nous pouvons bloquer la machine, arrêter la production, les transports, les communications, construire le rapport de force qui soit fatal au capitalisme, ce lieu reste l'entreprise (plus largement, le lieu de travail).

Quel rôle pourrons donc nous jouer dans ce grand chambardement si nous ne sommes pas implantés dans ces lieux stratégiques, si les militants du NPA n'y sont pas reconnus politiquement et influents auprès de leur collègues de boulot ? Et inversement, n'est-il pas indispensable que le maximum de camarades défendent et préparent dans les entreprises cette perspective de mobilisation générale, afin qu'elle puisse se réaliser ? Bien sûr nous pouvons y faire de la propagande de l'extérieur en distribuant des tracts, mais il est bien évident que cela n'est pas suffisant, et que la présence de militants-es en chair et en os, de femmes et d'hommes de confiance, connus et reconnus dans l'entreprise comme militants-es politiques, est d'une autre efficacité. Cette implantation ne peut être que le résultat d'une volonté politique, d'un choix politique de tourner l'intervention du NPA vers les entreprises.

Après, il y a deux niveaux de discussion et de débat : un qui porte sur les principes et un autre qui doit se coltiner la réalité de nos forces actuelles.

1. Commençons par le débat sur les principes. Il me semble avoir compris que le principal argument contre le fait de structurer le NPA en secteur professionnel serait la nécessité de préserver l'indépendance et l'autonomie syndicale.

Je ne vois pas bien en quoi l'existence d'une structure politique sur une boîte remettrait en cause l'autonomie des organisations syndicales de cette même boîte. La seule chose qui peut remettre en cause cette indépendance, c'est la ligne politique et les pratiques qui en découlent. Pour faire vite, c'est la volonté politique de transformer le syndicat en courroie de transmission du parti qui est à bannir et à combattre, mais l'existence en soit d'une structure politique n'implique pas cette volonté, heureusement !

Après avoir milité près de 20 ans à la CGT, je connais un peu cette question de l'indépendance syndicale. Je peux affirmer d'ailleurs, qu' à l'inverse, la non existence d'une structure politique du PC (pour ne pas le nommer...) ne garantissait aucunement l'indépendance du syndicat CGT (cela se jouait à un autre niveau !).

Bref, tout est question de principe politique, et en la matière, le nôtre est que ce sont les syndiqués qui

font l'orientation de leur organisation. Point. Qu'on soit militant politique ou pas. On ne demande à personne de renoncer à ses idées.

Autant la structure politique n'a pas à déterminer quelle doit être l'orientation du syndicat, autant les militants politiques d'une même organisation n'ont pas à s'empêcher de défendre les mêmes principes dans le syndicat sur des grands axes : unité d'action, défense intransigeante des revendications, démocratie dans le syndicat et les luttes. Ou alors, on vit dans un autre monde et nous ne débattons pas de la même chose : pour moi, il s'agit de construire un parti efficace, utile, qui pèse dans la situation tout en respectant et défendant la démocratie la plus intransigeante dans le mouvement ouvrier.

L'autre critique à la structuration professionnelle serait une vision « corporatiste » de notre construction.

Faisons un parallèle : peut-on nous taxer de nationalisme parce que nous voulons construire un parti en France ? Et pas d'entrée de jeu au niveau international ? Bien sûr que non, notre internationalisme ne peut être mis en cause parce que nous construisons une organisation nationale, tout simplement parce que nous avons des principes internationalistes, que nous défendons une politique et des orientations qui prennent en compte l'intérêt des salariés, des opprimés de tous les pays et que nous nous posons la question des liens avec des partis d'autres pays. Il en est de même pour l'intervention locale : pourquoi sous prétexte d'avoir un comité de base centré sur l'entreprise impliquerait une orientation « corporatiste » ? Est ce que les syndicats, structurés sur les lieux de travail, sont tous obligatoirement corporatistes ? Poser la question, c'est y répondre...

Avoir une intervention d'entreprise, c'est justement tout faire pour gagner le maximum de travailleurs à nos idées : anticapitalistes, anticorporatistes, internationalistes, féministes, antiracistes, écologistes... bref, socialistes (dans le vrai sens du terme). C'est justement être le plus efficace possible, se donner le maximum de chances pour lutter et gagner sur le terrain nos collègues à nos idées, et ainsi renforcer ce que sera le NPA. Avoir une intervention de secteur ou de branche, n'a rien à voir avec défendre une politique limitée au secteur ou à la branche ! Bien sûr que nous aurons des discussions sur la Palestine, sur la lutte de Grandrange, sur les pêcheurs, sur les Forums Sociaux, sur la crise énergétique, sur les retraites et la Sécu, sur le Front Unique, la grève générale, la lutte des sans papiers, etc... j'en passe et des meilleurs. Bien sûr que nous diffuserons des tracts de politique générale, des tracts sur tout ce qui fait notre vie à tous et toutes, dans et hors de notre branche, dans et hors de nos frontières ; bref, tout sauf du corporatisme. Et bien sûr qu'il faudra un lien entre les différents comités, lien qui pourra être à plusieurs niveaux (comité/coordination d'animation central, Assemblées générales, etc.).

D'autre part, sans faire de faux procès, il est quand même important d'attirer l'attention des camarades qui défendent cette non structuration du NPA sur les entreprises au nom de la nécessaire autonomie du syndicat ou du risque de corporatisme, sur une dérive plus que possible qu'ils n'ont peut être pas vue. Je conçois qu'ils aient pu vivre des expériences négatives en la matière, mais en croyant rompre avec certaines pratiques (qu'on qualifiera volontiers de « staliniennes »), en essayant de vouloir faire du « neuf », ils risquent fort de renouer avec le pire du « vieux ». Je veux parler là de la conception social démocrate du type d'organisation à construire. Je ne suis pas opposé par principe à réfléchir pour faire du neuf, mais dans cette réflexion, l'histoire du mouvement ouvrier doit nous aider effectivement à ne pas refaire les erreurs du passé.

La conception social démocrate concernant les principes d'organisation (non théorisée au départ d'ailleurs) mettait justement en avant le refus de s'organiser prioritairement sur les lieux de travail. Il fallait partager les tâches : aux syndicats le travail de défense immédiate des travailleurs, les revendications « économiques » et au parti le rôle politique, à l'extérieur de l'entreprise. Rôle politique qui de fait, s'est inévitablement réduit aux...élections ! Eh oui ! à partir du moment où on perd de vue la nécessité d'être présents politiquement là où cela va se jouer, de tourner le dos politiquement aux luttes, le risque est fort de tourner son organisation vers les seuls moments où la masse des travailleurs-euses s'intéresse à la politique, c'est à dire les élections (je ne parle même pas là des illusions dans les élections comme étant le moyen d'accéder au pouvoir pour renverser le capitalisme). On se poserait alors en commentateurs politiques de la lutte de classe dans les boîtes, non en acteurs.

Autre danger, cette structuration territoriale peut également entraîner des réunions avec des effectifs pléthoriques (où la frontière entre militants, sympathisants, adhérents est floue), où la prise de parole se trouve de fait réservée aux « ténors ». Les effets de manche et de tribune des beaux parleurs pèsent plus que l'argumentation au pied à pied comme celle qui peut exister dans un noyau militant plus restreint, lié par des tâches précises et un travail quotidien, au coude à coude. Sans compter que si chacun prenait la parole, à 30 ou 40, ce n'est pas 2 ou 3 heures de réunion dont nous risquons d'avoir besoin, mais de la journée entière. Ces

réunions deviennent très vite des clubs de discussion, de débat, avec des délibérations qui durent et qui n'engagent à rien. Pas besoin d'un parti pour cela : les réunions entre amis et amies le week-end suffisent. Voilà en ce qui concerne les principes.

2. Faire avec les forces dont nous disposons. Il est bien évident que nous n'avons pas encore les capacités numériques d'intervenir partout, et nous sommes absents de grandes entreprises ou établissements du département. De plus des camarades travaillent dans des petites boîtes, ou n'ont pas de boulot, sont retraités où habitent loin, etc.

Il faut donc trouver une structuration qui permette à tout le monde de trouver sa place. Tout d'abord, en cohérence avec ce que j'ai écrit plus haut, je pense nécessaire que nos comités de base ne dépassent pas la quinzaine de militants.

Ensuite, il va falloir trouver un équilibre entre structures d'entreprise et structures territoriales, cela ne peut être tout l'un ou tout l'autre.

Là où nous avons les forces et où le nombre de salariés est important (santé/social, cheminots, éducation nationale, etc.) je suis pour une structuration professionnelle.

Je suis pour cibler ensuite des entreprises « clés » de l'agglomération, du département, afin de tourner prioritairement l'intervention des comités géographiques en leur direction. Le but étant à terme d'y gagner des travailleurs-euses et de structurer une intervention d'entreprise. Cela n'empêche nullement un travail propagandiste sur les marchés ou dans les quartiers par ces comités géographiques.

Par ailleurs, l'idéal, géographiquement, serait d'aboutir (donc d'en avoir la volonté) à une intervention dans le Chinonais, le Lochois et Amboise/Château-Renault en plus des comités de Tours et sa proche couronne. Nous y avons déjà des contacts (qui hésitent à venir sur Tours pour se réunir, ce qui est compréhensible...), il faudrait discuter sérieusement des possibilités que nous avons d'asseoir des comités dans ces 3 secteurs.

En ce qui concerne l'intervention « centrale » qui doit être la préoccupation de tous (comités et militants), cela relève d'un autre débat : celui sur notre fonctionnement et du type de structuration globale dont nous allons nous doter.

Ce texte, volontairement court pour être lisible par le maximum de camarades n'a qu'un objet : servir de base au débat. Mais le débat sera utile seulement s'il débouche sur...des décisions. Et comment allons nous prendre nos décisions, c'est là l'objet d'un autre débat, qu'il faut également avoir impérativement et rapidement.

Claude Darde.
Comité Santé.
Le 25 mai 2008